LA DÉCOUVERTE

Louise Lassonde

Le Défi démographique

Quelle qualité de vie pour le XXe siècle ?

Les défis de la démographie

8° R
117716

2135002 Nc 31
30

Louise Lassonde
en collaboration avec le Laboratoire de démographie de l'université de Genève

Les défis de la démographie

Quelle qualité de vie pour le XXIe siècle

ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE
9 *bis*, rue Abel-Hovelacque
PARIS XIIIe
1996

DL - 2 9 03 1996 13293

Catalogage Électre-Bibliographie

LASSONDE, Louise
Les défis de la démographie. – Paris : La Découverte, 1996. (Textes à l'appui)
ISBN 2-7071-2555-5

Rameau :	population : recherche prévision démographique écologie humaine
Dewey :	304.3 : Écologie et population. Populations. Données démographiques
Public concerné :	tout public

Le logo qui figure au dos de la couverture de ce livre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, tout particulièrement dans le domaine des sciences humaines et sociales, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle interdit en effet expressément, sous peine des sanctions pénales réprimant la contrefaçon, la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement et à l'université, provoquant une baisse brutale des achats de livres, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc qu'aux termes des articles L 122-10 à L 122-12 du Code de la propriété intellectuelle, toute photocopie à usage collectif, intégrale ou partielle, est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

Si vous désirez être tenu régulièrement au courant de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte, 9 *bis*, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel **A La Découverte**.

© Éditions La Découverte, Paris, 1996.

Pour Barbara Vesely, Catherine Garcia,
Tara M'Hamdi, Vera Sipova.

REMERCIEMENTS

Cet ouvrage a été réalisé à l'initiative et grâce au soutien de la Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE) du gouvernement suisse. Il a été rédigé en collaboration avec le Laboratoire de démographie économique et sociale de l'université de Genève. Le Laboratoire a pour mandat d'étudier la dynamique des populations de façon à dégager ses implications sur le fonctionnement des sociétés et sur les comportements individuels. Cet ouvrage contribue à la diffusion des connaissances et à la réflexion sur les défis des tendances démographiques. Il constitue en outre un des volets de la collaboration que poursuit le Laboratoire avec la DDC. Il a enfin bénéficié de la collaboration de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population (IUESP).

Je tiens à remercier les personnes qui ont accompagné ce projet dès son origine : Olivier Chave (DDC), Claudine Sauvain-Dugerdil et Hermann-Michel Hagman (Laboratoire de démographie de l'université de Genève) et Jean-Claude Chasteland (INED).

Ma gratitude va également à celles et ceux qui ont contribué à son enrichissement par des échanges informels ou des commentaires plus spécifiques :

Sarah Adams, Alaka Basu, Giuseppe Benagiano, Pierrette Birraux-Ziegler, John. C. Caldwell, Pat Caldwell, Martha M. Campbell, Josette Coenen-Huther, Pierre Cornillon, Jane Cottingham, Jose Alberto de Carvalho, Philippe Collomb, Nicolas Felder, Jerome Grossman, Werner Haug, Allan G. Hill,

Claudine Hodgens, Johan Holmberg, France Jans, Hans de Jonge, Jean Kellerhals, Jacques Légaré, Peter Van Look, Michel Loriaux, Miroslav Macura, Alain Marcoux, Jacques Martin, Walter Mertens, Axel Mundigo, Carla Obermeyer Makhlouf, Simon Newman, Christine Oppong, Elena Permato, Christine Pintat, James Phillips, Jean-Yves Pouilloux, Harriet Presser, David Reher, Bruno Remiche (†), Gilbert Ritschard, Paul Sauvain, Peter Sich, Mathias Stiffel, Dominique Tabutin, Georges Tapinos, Jacques Vallin, Jane Verral, Carl Wahren, René Wéry, Basia Zaba,

ainsi que Beata Godenzi qui m'a assistée dans la recherche documentaire, Yves Reymond qui a réalisé les illustrations, et *Courrier international* qui a autorisé la reproduction d'articles publiés dans ses pages.

Ce livre est le fruit de rélexions communes avec des intervenants d'horizons variés. Leurs contributions invitent à la réflexion sur diverses dimensions qui appellent l'approfondissement de l'analyse. Je tiens à les remercier tout particulièrement pour l'intérêt qu'ils ont témoigné à l'égard de ce projet collectif.

Joaquin Arango, sociologue, directeur du Centro de investigaciones sociologicas, Madrid.

Joel Jakubec, pasteur de l'Église nationale protestante de Genève.

Ronald Jaubert, économiste, enseignant-chercheur à l'Institut d'études du développement, Genève.

Thérèse Locoh, démographe, directeur de recherche à l'INED et au Centre français d'études sur la population et le développement, Paris.

Claude Meillassoux, anthropologue, directeur de recherche (Hon.) au CNRS.

Alfred Perrenoud, démographe, professeur au département d'histoire économique, université de Genève.

Jean-Paul Porterie, économiste et démographe, chargé des questions de population-environnement-développement auprès des institutions internationales.

Gonzague Pillet, économiste, professeur aux universités de Fribourg et d'Alexandrie.

Claudine Sauvain-Dugerdil, anthropologue et démographe, maître d'enseignement et de recherche au Laboratoire de démographie, université de Genève.

Walter Stahel, architecte, directeur de l'Institut de la durée, Genève.

Jacques Vicari, architecte et archéologue, directeur du Centre universitaire d'écologie humaine, Genève.

Anne Zwahlen, enseignante et ethnologue, chargée du programme développement équilibré homme-femme à la DDC, Berne.

Introduction

Le renouveau du débat démographique

Les inquiétudes démographiques font aisément surface lors des troubles politiques, des crises économiques et des périodes de recherche identitaire. Au niveau mondial, la question a été revitalisée durant les années soixante-dix par l'annonce d'une explosion démographique imminente, sorte de « bombe P » alimentant avec d'autres l'univers des spectres qui hantent l'Occident. Présentée d'abord comme cause du sous-développement puis, avec la prise de conscience de la dégradation de l'environnement, comme une force capable d'entraîner la ruine de la planète, la croissance démographique est aujourd'hui, elle aussi, en pleine récession. Si le taux est globalement en baisse, si la fécondité a beaucoup diminué, sauf dans certains pays notamment africains, les problèmes ne s'en trouvent pas résolus pour autant. En effet, l'inertie de la croissance passée fera doubler, ou presque, la population du globe d'ici au milieu du siècle prochain.

A la lumière de ce qui se profile à l'horizon du troisième millénaire, il apparaît de plus en plus nettement que la problématique malthusienne, attentive à l'équilibre entre l'effectif d'êtres humains et les ressources disponibles, ne permet plus d'appréhender les nouveaux défis de la démographie. A sa place, on peut voir s'esquisser une nouvelle problématique dont le fondement n'est plus quantitatif mais normatif et qualitatif, c'est-à-dire éthique. En changeant d'ordre de grandeur, le phénomène a changé de nature. Car le cœur du problème réside aujourd'hui dans notre volonté et notre capacité à organiser un monde viable pour dix milliards d'êtres humains, ce

qui conduit à redéfinir les rapports politiques et l'organisation économique à partir de la primauté des fins humaines.

Les défis qui nous attendent sont ceux des relations entre les individus, entre les générations, entre les peuples, entre l'espèce humaine et la nature avec, comme exigences éthiques et pragmatiques, le respect de l'altérité et le maintien de la diversité des individus, des cultures et des formes de vie, conditions nécessaires, bien que non suffisantes, de la pérennité de l'*Homo sapiens* lui-même.

Différents indices témoignent que nous sommes arrivés à un point de rupture dans la manière d'envisager la question démographique ; à l'effondrement des certitudes qui accompagne la fin d'une époque se mêle la recherche des signes annonciateurs de la nouvelle, prémices souvent confuses et difficiles à interpréter. A première vue, il semble que ce renouveau vienne non pas de la science et de ses instruments, mais plutôt du débat politique international. A l'instar du débat sur le « développement durable » qui appelle l'économie à « rencontrer la complexité du monde et de l'homme dans la plénitude de ses dimensions psychologiques, sociales, biologiques et non plus cette image caricaturale qu'est l'*Homo œconomicus*[1] », le débat international sur la population invite la démographie à reconsidérer son objet et ses outils d'analyse pour mieux éclairer les enjeux des cinquante prochaines années.

La Conférence internationale sur la population et le développement qui s'est tenue en 1994 au Caire sert de révélateur à quelques-unes de ces nouvelles tendances. Bien que le débat public ait été monopolisé par les tenants et les opposants du droit à l'avortement, la communauté internationale a adopté un vaste programme d'action dans lequel on peut distinguer de nombreux éléments nouveaux, mais aussi plusieurs interrogations qui demeurent ouvertes.

La conférence revêt également une signification dépassant son contenu thématique, et qui tient au contexte des relations internationales de cette dernière décennie. Les années quatre-vingt-dix auront en effet donné lieu à d'intenses négociations : Sommet sur l'enfance (New York, 1990), Sommet de la Terre (Rio, 1992), Conférence sur les droits de l'homme (Vienne,

1. René Passet, « La crise économique dans le courant de l'évolution », *in Du cosmos à l'homme*, L'Harmattan, 1991, p. 49.

1993), Conférence sur la population et le développement (Le Caire, 1994), Sommet social (Copenhague, 1994), Conférence sur la femme (Pékin, 1995), et enfin, en 1996, la Conférence sur l'habitat (Istanbul) et le Sommet mondial de l'alimentation (Rome). Chaque conférence a mobilisé un nombre croissant de participants en ouvrant ses portes à de nouvelles catégories d'acteurs jusqu'ici peu ou pas impliqués dans les négociations internationales : les parlementaires, les organisations non gouvernementales et communautaires, les entrepreneurs, les collectivités locales, et enfin les médias qui en plus de faire leur travail ont, dans certains cas, littéralement transfiguré l'événement en donnant aux débats un impact inespéré ou inattendu.

Au fil de ces négociations, on s'est progressivement rendu compte qu'un tournant était aussi en voie de s'opérer dans leurs modalités et que la série des grandes conférences des années quatre-vingt-dix représentait le chant du cygne du « système des conférences hérité du XIX[e] siècle[2] ». Cette impression se dégageait très nettement du Sommet de la Terre de Rio, qui a été l'apothéose de l'écologisme au sens étroit de la protection de la nature et, dans le même temps, le point de départ d'un foisonnement de réflexions et d'initiatives concrètes visant à transformer le processus de production économique, à repenser le cadre législatif, à forger de nouvelles relations de partenariat entre représentants des pouvoirs publics, du secteur privé, des universités et des collectivités locales. Avec le recul, nous observerons vraisemblablement le même phénomène en rapport avec le débat démographique. De la naissance de la Société des Nations à aujourd'hui, les institutions internationales ont servi à construire la mondialisation politique. Au moment où la mondialisation s'impose dans presque tous les domaines, et où l'on dispose de recommandations sur presque tous les sujets, la raison d'être des grands rassemblements internationaux, comme des institutions onusiennes elles-mêmes, demande à être reconsidérée. Désormais ce qu'il nous faut, c'est « trouver les moyens, non

2. Rubens RICUPERO, directeur général de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), *Le Monde*, 24-25 décembre 1995, p. 2.

de créer de nouvelles conventions, mais d'obtenir que l'on respecte celles qui existent déjà[3] ».

Vingt ans après avoir adopté un premier Plan mondial sur la population, à Bucarest, en 1974, la communauté internationale a adopté un Programme d'action sur la population et le développement s'étendant sur les vingt ans à venir. Il constitue un jalon important dans la mesure où les différents acteurs concernés par ses recommandations peuvent faire valoir l'engagement des États à les appliquer. Ce livre propose une lecture de ce programme à la lumière des défis que pose aux États, mais aussi aux individus, l'évolution démographique passée et à venir.

Avant d'aborder le contenu du programme, il offre quelques points de repère permettant de le situer dans ses contextes : contexte historique du débat sur la population ; contexte des affrontements idéologiques et des alliances qui ont présidé à l'élaboration du programme ; enfin, contexte politique de la négociation elle-même, caractérisé par une syntaxe et des mécanismes de conciliation propres à la négociation internationale.

Les chapitres 2, 3 et 4 passent en revue les grands ensembles thématiques du programme suivant un même schéma à trois temps. Les principales recommandations du programme d'action sont d'abord résumées dans un langage aussi proche que possible du document original. Ce parti pris d'aridité et de répétitions inévitables présente le double avantage d'initier le néophyte à la phraséologie onusienne et de fournir une base de référence exacte à ceux qui travaillent dans ce domaine. Dans un deuxième temps, on tente de dégager les domaines dans lesquels des avancées ont été réalisées ; celles-ci sont de deux ordres : dans certains cas, il s'agit de nouveaux sujets introduits dans le débat international par la conférence de 1994 ; dans d'autres cas, il s'agit d'une nouvelle approche appliquée à des sujets déjà présents dans les conférences antérieures. Enfin, on met en relief quelques dimensions importantes laissées dans l'ombre et peu ou pas présentes dans le programme d'action. Celles-ci témoignent de ce qui demeure encore aujourd'hui informulé ou inachevé dans le débat international sur la population.

---

3. André ROUGEMONT, *Sozial- und Präventivmedizin*, Birkhäuser Verlag, Bâle, vol. 40, n° 1, 1995, p. 4.

Le chapitre 5 examine les mesures et les mécanismes d'application arrêtés pour concrétiser l'engagement des États. Le chapitre 6 dresse un bilan de la négociation en mettant l'accent sur les différences de perspectives et d'interprétation quant à son résultat ; il souligne par ailleurs quelques-unes des contradictions à surmonter pour appliquer le programme. A partir de l'évaluation du débat, le dernier chapitre tente de cerner les nouveaux enjeux et propose quelques idées exploratoires susceptibles de contribuer à reformuler la problématique et à redéfinir le cadre économique des solutions. La réflexion évoque enfin les exigences éthiques auxquelles nous devrons nous soumettre pour relever ces défis.

1

Repères

Un débat dans son histoire

Le débat sur l'évolution démographique n'est pas nouveau. Il apparaît, dans sa formulation moderne, au XVIII[e] siècle, sous l'angle du rapport entre population et subsistances[1]. Schématiquement, on peut distinguer trois grandes périodes à travers lesquelles la population est passée du statut de sujet intellectuel à celui d'objet de prescriptions politiques internationales.

1853-1944 Un nouveau sujet d'étude...

La première conférence scientifique sur la population est organisée à Bruxelles en 1853 dans le but de mettre au point les méthodes de recensement ; elle est suivie, entre 1876 et 1912, par de nombreuses réunions consacrées aux liens entre l'évolution démographique et l'hygiène. En 1927, Margaret Sanger, pionnière de la planification familiale, organise de sa propre initiative une conférence à Genève, d'où naît l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population (UIESP), principale société savante regroupant les chercheurs intéressés aux liens entre les phénomènes démographiques et l'évolution des sociétés. Pendant cette période, le débat démographique se résume à l'Europe ; seule cette aire géographi-

1. Jean-Claude CHASTELAND, « La croissance de la population mondiale devant la communauté et l'opinion internationales », *Revue française des affaires sociales*, vol. 48, n° 4, octobre-décembre 1994.

que, son expérience et ses problèmes suscitent l'intérêt. Il prend place dans un contexte de guerre et de craintes de dépeuplement. Deux sujets de préoccupation dominent jusqu'aux années cinquante : les migrations résultant d'une surpopulation localisée, et la planification familiale vue comme un droit individuel pouvant entrer en conflit avec l'intérêt collectif.

1945-1965... acquiert une dimension internationale...

La fin de la Seconde Guerre mondiale marque un tournant sur le plan du traitement tant scientifique que politique de la question, et, surtout, voit entrer en scène les États-Unis comme principal protagoniste dans ces deux domaines. Selon Jean-Claude Chasteland, parmi les trois acteurs américains principaux qui vont apparaître durant cette période (les fondations, l'administration et les scientifiques), le rôle de pionnier revient aux fondations[2] car elles sont les premières à susciter la réflexion sur les implications politiques et sociales de la croissance démographique au niveau mondial. Le second élément clé de cette période est la création des Nations unies, qui donne au débat un cadre international. Dans la logique de la mise sur pied de diverses commissions spécialisées, l'ONU crée en 1946 une Commission de la population. Destinée à traiter des questions démographiques dans un cadre multilatéral, celle-ci rassemble aujourd'hui plus de cent soixante-dix États ; son secrétariat est assuré par la Division de la population de l'ONU dont le rôle principal consiste à élaborer les projections démographiques mondiales et à réaliser des études sur le sens et les conséquences de la dynamique des populations. Récemment, à la suite de la conférence du Caire, elle fut rebaptisée Commission sur la population et le développement, pour souligner l'élargissement de son champ d'action.

Cette deuxième phase, capitale sur le plan politique, est également extrêmement riche en développements scientifiques : mise au point des principaux outils méthodologiques de la démographie ; réalisation d'une première étude sur les facteurs et les conséquences de la dynamique démographique établissant un lien entre l'évolution démographique et les

2. *Ibid.*, p. 2.

paramètres socio-économiques ; développement de la recherche empirique ; structuration de la formation des démographes ; et enfin, mise au point des premières projections démographiques à l'échelle mondiale par la Division de la population. En 1954, l'ONU et l'UIESP organisent une conférence à Rome, sous l'égide de la FAO, pour promouvoir la collecte de statistiques, tout particulièrement dans les pays peu industrialisés qui en sont dépourvus. Sur un tout autre plan, cette conférence a pour but de conduire un débat scientifique rigoureux afin de corriger ce que G. George-Picot, dans son allocution d'ouverture, appelle des « croyances erronées », et de sensibiliser les décideurs aux questions démographiques. Une seconde conférence de même nature est organisée à Belgrade, en 1965. Cette dernière attire pour la première fois l'attention de la communauté internationale sur le rôle de la fécondité en tant que facteur socio-économique du développement. Plus de quatre cent cinquante experts participent à la conférence de Rome ; plus de neuf cents à celle de Belgrade.

A la fin de cette période, l'enjeu fondamental de l'évolution démographique est connu. Le raffinement des méthodes d'analyse et la pluralité des positions idéologiques qui s'exprimeront par la suite enrichiront le débat, mais le fond de la question demeurera inchangé : « La croissance de la population durant les vingt-cinq prochaines années revêt une importance qui transcende les considérations économiques et sociales. Elle est au cœur même de la question de notre existence[3]. » Ces mots sobres attestent, en 1959 déjà, de la prise de conscience par certains de la nécessité d'appréhender l'évolution démographique en étroite relation avec la transformation des modes de vie, les choix de société et la dynamique des rapports entre les peuples.

1966-1994... et amène la démographie au cœur du débat politique

En 1966 (résolution 2211), l'Assemblée générale des Nations unies demande que soient établis des centres de formation et que des expériences pilotes guident les pays en développement dans la conception et la réalisation de leurs programmes démographiques. Pour remplir cette tâche, l'ONU

3. Nations unies, *The Future Growth of World Population*, 1959, XIII, 2.

crée, en 1967, un fonds fiduciaire qui deviendra opérationnel en 1969 sous le nom de Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population (FNUAP)[4] ; en 1972, après avoir vu son financement et ses programmes augmenter considérablement, le Fonds est placé sous l'autorité directe de l'Assemblée générale[5].

Entre 1974 et 1994, l'ONU organise trois conférences sur la population : Bucarest en 1974, Mexico en 1984, Le Caire en 1994. Ces conférences rompent avec le passé ; de techniques, elles deviennent politiques : le but n'est plus de faire le point sur l'état de la question ni sur les enseignements à en tirer. D'une conférence à l'autre, le débat technique perd de son importance, à l'image de ce qui se passe dans les autres forums onusiens. Les représentants des États débattent d'orientations politiques et adoptent des mesures destinées à être appliquées par chaque pays. La conférence de Bucarest se conclut par l'adoption d'un Plan mondial d'action, revu dix ans plus tard à Mexico sans que sa structure ni son orientation soient modifiées de manière significative. La conférence du Caire, pour sa part, adopte un programme d'action sur vingt ans (1995-2015) qui remplace le plan de 1974.

L'évolution du contexte idéologique

Les trois dernières conférences sur la population se sont tenues dans des contextes idéologiques fort différents. La conférence de Bucarest, organisée à la demande des pays industrialisés, pose la question démographique dans le cadre des discussions sur l'avènement du nouvel ordre économique mondial : la réduction de la fécondité favorisera-t-elle le développement économique ou le développement économique favorisera-t-il la réduction de la fécondité ? Telle est la controverse. Les pays du Sud regroupés dans le cadre du G77 insistent sur la primauté du développement alors que les pays industrialisés font valoir que, sans planification familiale et réduction de la fécondité, les économies du Sud ne seront pas en mesure de décoller.

4. Aujourd'hui rebaptisé Fonds des Nations unies pour la population, par souci de simplification, sans pour autant modifier son acronyme.
5. ONU, résolution 3019 du 18 décembre 1972, XXVII.

La conférence de Mexico est organisée à la demande des pays en développement à un moment où ceux-ci commencent à ressentir avec acuité les effets de leur forte croissance démographique. Ils souhaitent alors attirer l'attention de la communauté internationale sur leurs besoins en assistance financière et technique. Alors que la conférence s'annonce consensuelle, voilà que les États-Unis prennent soudainement une position radicalement différente de celle qu'ils avaient défendue en 1974. Ils affirment en effet que la croissance de la population est en soi un « phénomène neutre », les causes du sous-développement étant à chercher du côté de la centralisation excessive de l'économie qui impose au marché des contraintes artificielles. Leur plaidoyer entièrement dirigé contre les régimes communistes et socialistes repose sur l'idée qu'il est possible de s'accommoder de la croissance démographique dans la mesure où les marchés fonctionnent bien. Pour les États-Unis, donc, l'objectif à poursuivre (le développement économique) doit demeurer le même, mais la réduction de la croissance démographique n'en constitue plus une condition préalable. En remplacement de la réduction de la fécondité, ils préconisent la liberté des échanges commerciaux, l'esprit d'entreprise, l'assistance internationale et la diversification des sources d'investissement. Au Caire, les débats s'enracinent dans une tout autre logique, celle des années quatre-vingt-dix, marquée notamment par la mise en perspective des inégalités entre les sexes, par la lutte contre la pauvreté et, à l'autre extrémité du spectre des revendications, par les mouvements à caractère religieux et identitaire.

Les lignes de fracture

Chaque conférence a produit une ligne de fracture idéologique différente : Nord-Sud à Bucarest, Est-Ouest à Mexico ; au Caire, l'opposition se cristallise entre défenseurs d'une conception laïque de la société et tenants d'une conception théocratique. Pour Joaquin Arango, la principale controverse du Caire oppose les partisans des droits individuels en matière de reproduction et de sexualité à ceux qui estiment que les États ont le droit de les restreindre au nom de valeurs cultu-

relles et de croyances religieuses[6]. Si l'âpreté de l'antagonisme entre les deux positions est en partie due au sujet lui-même (la vie, la mort, la sexualité demeurent des sujets fortement émotionnels et les discuter dans un forum international relève de la gageure), elle s'alimente aussi de la force du mouvement féministe qui, jamais dans l'histoire de la négociation internationale, n'avait joui de pareilles conditions.

Mobilisé pour la première fois avec une telle ampleur dans le débat sur la population, le mouvement féministe a su tirer parti d'une conjoncture favorable et nouer une alliance remarquablement efficace avec d'autres groupes d'intérêt. En effet, le contexte organisationnel de la conférence du Caire a fourni au mouvement féministe international les trois conditions essentielles de son succès : l'appui du « groupe Population », principal groupe de pression et protagoniste le plus expérimenté des conférences sur la population ; le soutien de l'administration américaine, acteur déterminant dans la négociation ; et enfin, l'appui du secrétaire général de la conférence, une femme disposée à user de toute son influence sur le processus de préparation de la conférence pour mettre en avant les problèmes des femmes.

Les alliances entre groupes d'intérêt

On appelle « groupe Population » une mouvance d'origine américaine à visées internationales dans laquelle on trouve des représentants des milieux académiques, gouvernementaux, des ONG et des médias. Le sommet de Rio sur l'environnement marque un tournant dans les rapports entre ce groupe et le mouvement féministe. Contrairement à une idée répandue, la conférence de Rio a discuté de la dimension démographique du développement durable et en a même fait un chapitre à part entière de son programme d'action appelé Agenda 21. A Rio, féministes et membres du groupe Population s'opposent vivement sur la pertinence du sujet « population » dans une conférence consacrée à l'environnement. Pour les féministes, le groupe Population fait obstacle à l'amélioration du statut de la femme, car faire la promotion de la planification familiale revient à accuser les femmes, voire le ventre des

6. Joaquim ARANGO, « Tempestad sobre el Cairo », *Claves de razón práctica*, nº 49, décembre 1994, p. 27.